

NOTE DE PRESENTATION DES BUDGETS PRIMITIFS 2025

Les budgets primitifs du budget principal et des budgets annexes de l'agglomération retracent l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année.

Ils respectent les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre, prudence et spécialité.

En 2025, les budgets communautaires demeurent impactés par l'inflation mais dans une moindre mesure comparaison établie avec les deux précédents exercices notamment sur l'indice des prix des combustibles, carburant, électricité et gaz.

Les revalorisations contractuelles demeurent significatives notamment sur le secteur des déchets. Dans ce cadre, LMV poursuit ses efforts et affine sa stratégie en matière de commande publique.

La masse salariale est impactée de près de 200 k€ par le retour au taux normal de l'URSSAF maladie pour le régime spécial CNRACL (9,88%) et une augmentation du taux de CNRACL dont l'impact va se prolonger jusqu'en 2028.

La fiscalité, particulièrement dynamique depuis 2023 en raison notamment de l'évolution des valeurs locatives, des compensations fiscales et de la dynamique de la TVA, va connaître un net ralentissement.

Le budget principal 2025 sera également largement mis à contribution pour le financement du budget annexe zones sud dont le contrat de prêt s'achève en juillet 2025 avec le remboursement du capital restant dû pour 1,594 M€ et qui sera marqué par des dépenses pour l'aménagement de la zone du Camp (paiement des acquisitions auprès de l'EPF pour 1,9 M€, frais et études pour 80 000 € et travaux de viabilisation à venir).

Compte tenu des données conjoncturelles, règlementaires et législatives, l'exercice budgétaire 2025 s'annonce contraint par la baisse annoncée des dotations de compensation et quelque peu incertain sur le prélèvement fiscal qui sera opéré sur le budget de LMV pour participer au redressement des comptes publics. Néanmoins, **la situation financière de l'Agglomération demeure saine** avec une capacité d'autofinancement nette prévisionnelle de 4 M€ pour 2025 et une durée de désendettement de 3 années, corrélée à un recours à l'emprunt de 3 M€, hors demandes de subventions en cours.

COMPTES DE GESTION 2024

Le compte de gestion est établi par le comptable public. Il retrace toutes les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif. Mais il comporte de surcroît :

- Une balance générale de tous les comptes tenus par le trésorier, notamment les comptes de tiers correspondant aux créanciers et débiteurs de l'intercommunalité ;
- Le bilan comptable de l'agglomération qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la collectivité.

L'ensemble des comptes de gestion dressés pour l'exercice 2024 par le comptable public, visés et certifiés conformes par l'ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part sur les opérations de l'année écoulée.

RESULTATS DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2024 REPRIS AUX BUDGETS PRIMITIFS 2025

Le **compte administratif** est un document comptable établi par l'ordonnateur, dans le cas de l'intercommunalité par le Président, qui retrace l'ensemble des mandats de dépenses et des titres de recettes émis par l'agglomération pendant la durée de l'exercice budgétaire. Il prend également en compte les engagements juridiques en dépenses et en recettes (restes à réaliser). Ce document présentant les résultats comptables de l'exercice est soumis par l'ordonnateur pour approbation à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le compte administratif doit être conforme aux écritures du compte de gestion établi par le comptable public.

Les 7 comptes administratifs 2024 sont conformes aux écritures annuelles des comptes de gestion 2024 établis par le comptable public.

Ils présentent les résultats d'exécution des deux sections, comme suit :

| Budget | Fonctionnement | Investissement | Fonctionnement | Investissement | Résultat global de clôture |
|----------------|-----------------------------------|----------------|--|--|----------------------------|
| | Résultat courant d'exécution 2024 | | Résultat cumulé 2024 (avec report N-1) | Solde d'investissement (avec report N-1 et restes à réaliser 2024) | |
| Principal | 4 936 358.35 | - 848 900.33 | 4 936 358.35 | 428 622.39 | 5 364 980.74 |
| Assainissement | 729 700.40 | - 1 578 677.61 | 729 400.40 | - 159 657.10 | 570 043.30 |
| Eau | 20 135.94 | - 28 550.80 | 24 211.09 | 211 987.77 | 236 198.86 |
| SPANC | 292.00 | - 82.66 | 292.00 | - 292.00 | 0.00 |
| Campings | 47 885.34 | -13 049.95 | 47 885.34 | -47 885.34 | 0.00 |
| Mobilités | -111 212.36 | 71 436.82 | 904 906.48 | 320 262.21 | 1 225 168.69 |
| Zones sud | 11 280.01 | 1 716.43 | 11 280.01 | 1 716.43 | 12 996.44 |

AFFECTATIONS DES RESULTATS 2024 AUX BUDGETS PRIMITIFS 2025

L'affectation des résultats de l'exercice n-1 se fait après le vote du compte administratif.

Les résultats 2024 seront donc repris par les budgets primitifs 2025 de la manière suivante :

| Budget | Section Fonctionnement Solde reporté au cpte 002 (excédent ou déficit) | Section Investissement Solde reporté au cpte 001 (excédent ou déficit) | Recettes Investissement Excédent de fonctionnement capitalisé au cpte 1068 |
|-----------------------|---|---|---|
| Principal | 450 000 | 1 271 998.12 | 4 486 358.35 |
| Assainissement | 0 | 198 703.52 | 729 700.40 |
| Eau | 24 211.09 | 306 832.65 | 0 |
| SPANC | 0 | -292 | 292 |
| Campings | 0 | -47 885.34 | 47 885.34 |
| Transports | 904 906.48 | 547 579.35 | 0 |
| Zones sud | 0.01 | 0 | 11 280.00 |

PRESENTATION DES BUDGETS PRIMITIFS 2025 DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

✚ BUDGET PRINCIPAL

Le budget primitif 2025 du budget principal proposé s'élève à :

- Fonctionnement : 55 469 968.45 €
- Investissement : 17 240 460.66 €

| FONCTIONNEMENT | | | |
|--|----------------------|---|----------------------|
| DEPENSES | | RECETTES | |
| Chapitre | Mt proposé BP | Chapitre | Mt proposé BP |
| 002 - Solde d'exécution N-1 reporté | | 002 - Solde d'exécution N-1 reporté | 450 000,00 |
| 011 - Charges à caractère général | 8 848 385,00 | 013 - Atténuations de charges | 38 000,00 |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 15 987 800,00 | 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 136 000,00 |
| 014 - Atténuations de produits | 15 554 877,00 | 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 3 110 785,00 |
| 023 - Virement à la section d'investissement | 2 290 373,71 | 73 - Impôts et taxes | 13 796 722,00 |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 3 440 000,00 | 731 - Fiscalité locale | 24 441 976,00 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 9 007 508,74 | 74 - Dotations et participations | 12 952 935,45 |
| 66 - Charges financières | 272 524,00 | 75 - Autres produits de gestion courante | 141 500,00 |
| 67 - Charges spécifiques | 5 000,00 | 77 - Produits spécifiques | |
| 68 - Dotations aux provisions et dépréciations | 63 500,00 | 78 - Reprises sur amort, dépréciations et provisions | 402 050,00 |
| TOTAL | 55 469 968,45 | TOTAL | 55 469 968,45 |
| INVESTISSEMENT | | | |
| DEPENSES | | RECETTES | |
| Chapitre | Mt proposé BP | Chapitre | Mt proposé BP |
| <i>Restes à réaliser 2024</i> | 1 606 489,63 | <i>Restes à réaliser 2024</i> | 763 113,90 |
| 001 - Solde d'exécution N-1 reporté | 0,00 | 001 - Solde d'exécution N-1 reporté | 1 271 998,12 |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 136 000,00 | 021 - Virement de la section de fonctionnement | 2 290 373,71 |
| 041 - Opérations patrimoniales | 50 000,00 | 024 - Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 1 037 153,00 | 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 3 440 000,00 |
| 20 - Immobilisations incorporelles | 116 804,30 | 041 - Opérations patrimoniales | 50 000,00 |
| 204 - Subventions d'équipement versées | 1 775 790,00 | 10 - Dotations, fonds divers et réserves | 5 256 358,35 |
| 21 - Immobilisations corporelles | 5 928 921,89 | 13 - Subventions d'investissement | 694 437,60 |
| 23 - Immobilisations en cours | 4 289 282,95 | 16 - Emprunts et dettes assimilées | 3 474 178,98 |
| 27 - Autres immobilisations financières | 1 843 018,89 | 23 - Immobilisations en cours | |
| 4581 - Opérations sous mandat | 457 000,00 | 4582 - Opérations sous mandat | |
| TOTAL | 17 240 460,66 | TOTAL | 17 240 460,66 |

Le budget primitif 2025 du budget principal reprend les objectifs de la politique communautaire, soumis lors du Débat d'Orientation Budgétaire du 6 mars dernier dans un contexte économique incertain, la suppression de 50 milliards d'euros de crédits dans le budget de l'État au détriment des dotations versées aux collectivités et l'augmentation substantielle des cotisations à la CNRACL.

Malgré tout, LMV agglomération maintient son programme d'investissement tout en préservant la qualité de services rendus à la population.

Dans un souci d'éco responsabilité, l'agglomération investit dans la modernisation de l'éclairage public et de ses équipements afin de les rendre le moins énergivores possible tout en améliorant la qualité du service rendu aux habitants.

De même, elle prévoit d'acquérir et de réhabiliter prochainement un **bâtiment industriel** existant pour le Service Collecte des Déchets et va déployer des **travaux de Gestion Technique des Bâtiments (GTB)** suite aux audits énergétiques menés en 2024 dans les bâtiments de LMV pour atteindre les objectifs de réduction des dépenses énergétiques des bâtiments tertiaires en application du décret BACS.

Dans la même optique, elle profite d'opérations de réhabilitation de voirie d'intérêt communautaire pour développer et améliorer les mobilités douces, comme notamment avenue de Vidauque ou chemin du Moulin de Losque.

Enfin, elle poursuit l'investissement de sommes importantes dans l'aménagement du Coulon et de la Durance pour assurer la protection des populations de son territoire.

🚧 BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le budget primitif 2025 du budget annexe d'assainissement collectif proposé s'élève à :

- Fonctionnement : 2 394 322.90 €
- Investissement : 6 296 505.23 €

| FONCTIONNEMENT | | | | | |
|----------------|--|----------------|----------|--|----------------|
| DEPENSES | | | RECETTES | | |
| Chapitre | Mt proposé BP | | Chapitre | Mt proposé BP | |
| 011 | Charges à caractère général | 424 405,00 € | 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 327 022,90 € |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 234 466,00 € | 70 | Ventes de produits, prestations services, marchandises | 2 016 800,00 € |
| 014 | Atténuations de produits | 7 000,00 € | 74 | Subventions d'exploitation | 40 000,00 € |
| 022 | Dépenses imprévues | 5 000,00 € | 75 | Autres produits de gestion courante | 10 500,00 € |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 106 474,00 € | 77 | Produits exceptionnels | |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 406 407,90 € | | | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 12 000,00 € | | | |
| 66 | Charges financières | 185 270,00 € | | | |
| 67 | Charges exceptionnelles | 13 300,00 € | | | |
| TOTAL | 2 394 322,90 € | TOTAL | | 2 394 322,90 € | |
| INVESTISSEMENT | | | | | |
| DEPENSES | | | RECETTES | | |
| Chapitre | Mt proposé BP | | Chapitre | Mt proposé BP | |
| 020 | Dépenses imprévues | 20 000,00 € | 001 | Solde d'exécution N-1 reporté | 198 703,52 € |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 327 022,90 € | 021 | Virement de la section d'exploitation | 106 474,00 € |
| 041 | Opérations patrimoniales | 100 000,00 € | 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 406 407,90 € |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 490 000,00 € | 041 | Opérations patrimoniales | 100 000,00 € |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 199 500,00 € | 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 729 700,40 € |
| 21 | Immobilisations corporelles | 363 539,71 € | 13 | Subventions d'investissement | 3 200 000,00 € |
| 23 | Immobilisations en cours | 4 394 654,00 € | 16 | Emprunts et dettes assimilées | 511 791,41 € |
| | <i>Reste à réaliser 2024</i> | 401 788,62 € | | <i>Restes à réaliser 2024</i> | 43 428,00 € |
| TOTAL | 6 296 505,23 € | TOTAL | | 6 296 505,23 € | |

Les opérations d'investissement prévues cette année concernent principalement :

- Les crédits de paiement pour les STEP intercommunales et l'extension des réseaux quartier Est de Cavaillon pour 2,7 M€ HT ;
- Le renouvellement des réseaux sur les communes pour 1,7 M€ ;
- La réalisation d'études sur Cavaillon, Coustellet, Lagnes et Robion pour diagnostiquer les réseaux d'assainissement, avec deux objectifs :
 - Rechercher les secteurs où les canalisations sont perméables (intrusion d'eaux parasites) ;
 - Dresser un état des lieux de chaque système d'assainissement.

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le budget primitif 2025 du budget annexe « assainissement non collectif » proposé s'élève à :

- o Fonctionnement : 59 819.87 €
- o Investissement : 592 €

| FONCTIONNEMENT | | | |
|--|----------------------|--|----------------------|
| DEPENSES | | RECETTES | |
| Chapitre | Mt Proposé BP | Chapitre | Mt Proposé BP |
| 011 - Charges à caractère général | 3 460,53 | 002 - Résultat de fonctionnement reporté | 0,00 |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 54 000,00 | 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 300,00 |
| 023 - Virement à la section d'investissement | 300,00 | 70 - Ventes produits, prestations de services | 31 000,00 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 1 059,34 | 74 - Subventions d'exploitation | 28 519,87 |
| 67 - Charges exceptionnelles | 1 000,00 | | |
| TOTAL | 59 819,87 | TOTAL | 59 819,87 |
| INVESTISSEMENT | | | |
| DEPENSES | | RECETTES | |
| Chapitre | Mt Proposé BP | Chapitre | Mt Proposé BP |
| 001 - Solde d'exécution N-1 reporté | 292,00 | 021 - Virement de la section d'exploitation | 300,00 |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 300,00 | 10 - Dotations, fonds divers et réserves | 292,00 |
| TOTAL | 592,00 | TOTAL | 592,00 |

Ce budget retrace essentiellement les contrôles de conformité des assainissements non collectifs des particuliers sur les territoires des communes de Vaugines, Robion, Lourmarin et Cavaillon.

Les recettes de tarification étant insuffisantes pour équilibrer ce budget, une subvention du budget principal, d'un montant maximum de 28 519,87 €, est proposée pour assurer l'équilibre du budget annexe.

Une subvention d'équilibre du budget général est nécessaire pour un montant de 28 519.87 K€.

 BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

Le budget primitif 2025 du budget annexe « eau potable » proposé s'élève à :

- o Fonctionnement : 130 300,00 €
- o Investissement : 362 332,65 €

| FONCTIONNEMENT | | | | | |
|----------------|--|---------------------|--------------|---|---------------------|
| DEPENSES | | | RECETTES | | |
| Chapitre | | Mt proposé BP | Chapitre | Mt proposé BP | |
| 011 | Charges à caractère général | 40 000,00 € | 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 24 211,09 € |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 20 500,00 € | 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 5 000,00 € |
| 022 | Dépenses imprévues | 4 000,00 € | 70 | Ventes de produits, prestations de services, marchandises | 101 088,91 € |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 10 000,00 € | 77 | Produits exceptionnels | - € |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 45 500,00 € | | | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 100,00 € | | | |
| 66 | Charges financières | 6 700,00 € | | | |
| 67 | Charges exceptionnelles | 3 500,00 € | | | |
| TOTAL | | 130 300,00 € | TOTAL | | 130 300,00 € |
| INVESTISSEMENT | | | | | |
| DEPENSES | | | RECETTES | | |
| Chapitre | | Mt proposé BP | Chapitre | Mt proposé BP | |
| 020 | Dépenses imprévues | 5 924,85 € | 001 | Solde d'exécution n-1 reporté | 306 832,65 € |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 5 000,00 € | 021 | Virement de la section de fonctionnement | 10 000,00 € |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 41 000,00 € | 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 45 500,00 € |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 5 000,00 € | 10 | Dotations, fonds divers et réserves | |
| 21 | Immobilisations corporelles | 40 742,80 € | | | |
| 23 | Immobilisations en cours | 169 820,12 € | | | |
| | | | | | |
| | <i>Reste à réaliser 2024</i> | 94 844,88 € | | | |
| TOTAL | | 362 332,65 € | TOTAL | | 362 332,65 € |

Les opérations d'investissement concernent, pour l'essentiel, la sécurisation de l'adduction d'eau potable et le forage de Couturas sur la commune de Lourmarin (169K€).

En ce qui concerne les travaux de reprise du réseau rue des Amazones à Vaugines, la présence de caves de part et d'autre de la voie nécessite une expertise. Diligentée par la commune, cette étude déterminera l'état des caves, la nature des travaux à mener et les responsabilités des parties concernées (riverains, commune, LMV).

BUDGET ANNEXE CAMPINGS

Le budget primitif annexe 2025 « Campings » proposé s'élève à :

- o Fonctionnement : 625 954.42 €
- o Investissement : 348 830.34 €

| FONCTIONNEMENT | | | |
|--|-------------------|--|-------------------|
| DEPENSES | | RECETTES | |
| Chapitre | Mt Proposé BP | Chapitre | Mt Proposé BP |
| 011 - Charges à caractère général | 119 400,00 | 013 - Atténuations de charges | |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 179 894,00 | 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 50 000,00 |
| 014 - Atténuations de produits | 1 000,00 | 70 - Ventes de produits, prestations de services, marchandises | 280 430,00 |
| 023 - Virement à la section d'investissement | 199 546,17 | 74 - Subventions d'exploitation | 283 724,42 |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 101 398,83 | 75 - Autres produits de gestion courante | 11 800,00 |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 23 813,42 | 77 - Produits exceptionnels | |
| 66 - Charges financières | 902,00 | | |
| 68 - Dotations aux provisions et aux dépréciations | | | |
| TOTAL | 625 954,42 | TOTAL | 625 954,42 |
| INVESTISSEMENT | | | |
| DEPENSES | | RECETTES | |
| Chapitre | Mt Proposé BP | Chapitre | Mt Proposé BP |
| <i>Restes à réaliser 2024</i> | 0,00 | <i>Restes à réaliser 2024</i> | 0,00 |
| 001 - Solde d'exécution N-1 reporté | 47 885,34 | 021 - Virement de la section d'exploitation | 199 546,17 |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 50 000,00 | 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 101 398,83 |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 11 980,00 | 10 - Dotations, fonds divers et réserves | 47 885,34 |
| 20 - Immobilisations incorporelles | 100,00 | | |
| 21 - Immobilisations corporelles | 238 865,00 | | |
| TOTAL | 348 830,34 | TOTAL | 348 830,34 |

En 2025, de nouveaux travaux doivent être menés sur les deux campings pour maintenir la qualité des installations et des services rendus aux clients.

Evalués à 230 K€, ils concerneront :

- La réhabilitation des sanitaires du camping « Les Royères du Prieuré » pour 75 K€ ;
- L'acquisition de structures légères « toilées » pour le camping « La Durance » faisant suite au démantèlement de structures vieillissantes et fermées à la location pour 45 K€ ;
- Divers travaux de voirie au camping « La Durance » pour 85 K€.

Au regard des dépenses obligatoires sur les deux sections, sans possibilité d'augmenter significativement la tarification, une subvention de fonctionnement du budget principal d'un montant maximum de 283 724.42 € est prévue.

BUDGET ANNEXE TRANSPORT-MOBILITE

Le budget primitif annexe 2025 « Transport » proposé s'élève à :

- o Fonctionnement : 3 254 756.48 €
- o Investissement : 1 478 624.28 €

| FONCTIONNEMENT | | | | | |
|----------------|--|-----------------------|--------------|---|-----------------------|
| DEPENSES | | | RECETTES | | |
| Chapitre | Mt proposé BP | | Chapitre | Mt proposé BP | |
| 011 | Charges à caractère général | 1 594 335,55 € | 002 | Résultat d'exploitation reporté | 904 906,48 € |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 330 776,00 € | 013 | Atténuations de charges | 0,00 € |
| 014 | Atténuations de produits | 30 000,00 € | 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 24 850,00 € |
| 022 | Dépenses imprévues | 40 000,00 € | 70 | Ventes de produits, prestations de services, marchandises | 100 000,00 € |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 319 794,93 € | 73 | Produits issus de la fiscalité | 2 100 000,00 € |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 518 250,00 € | 74 | Subventions d'exploitation | 125 000,00 € |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 398 600,00 € | 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 € |
| 66 | Charges financières | 16 000,00 € | 77 | Produits exceptionnels | 0,00 € |
| 67 | Charges exceptionnelles | 5 000,00 € | | | 0,00 € |
| 68 | Dotations aux provisions | 2 000,00 € | | | |
| TOTAL | | 3 254 756,48 € | TOTAL | | 3 254 756,48 € |
| INVESTISSEMENT | | | | | |
| DEPENSES | | | RECETTES | | |
| Chapitre | Mt proposé BP | | Chapitre | Mt proposé BP | |
| 020 | Dépenses imprévues | 30 000,00 € | 001 | Solde d'exécution N-1 reporté | 547 579,35 € |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 24 850,00 € | 021 | Virement de la section d'exploitation | 319 794,93 € |
| 041 | Opérations patrimoniales | 13 000,00 € | 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 518 250,00 € |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 156 000,00 € | 041 | Opérations patrimoniales | 13 000,00 € |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 91 270,00 € | 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 € |
| 21 | Immobilisations corporelles | 1 133 504,28 € | 13 | Subventions d'investissement | 80 000,00 € |
| 23 | Immobilisations en cours | 30 000,00 € | | | 0,00 € |
| TOTAL | | 1 478 624,28 € | TOTAL | | 1 478 624,28 € |

Autorité organisatrice de la mobilité depuis 2017, LMV a notamment développé le réseau « CmonBus » qui comprend désormais 5 lignes urbaines, un service de transport scolaire et une navette villageoise. Un pôle d'échange multimodal est ouvert depuis 2022 à la gare de Cavaillon.

Une navette 100 % électrique a été mise en place en 2024 entre le centre-ville de Cavaillon et le Parking du Grenouillet, ayant transporté 38 000 personnes.

Un nouveau réseau sera mis en place à partir de septembre 2025, avec une optimisation des tracés et une nouvelle flotte de véhicules.

Les actions prévues en 2025 sont, pour l'essentiel :

- La finalisation du Schéma Directeur des Aménagements Cyclables, lancé en 2024 ;
- Le déploiement d'équipements vélo (arceaux, stations de gonflage, bornes de recharge, consignes sécurisées) dans les 16 communes de LMV éligibles aux financements de l'AAP AVELO 3 de l'ADEME et du programme CEE ALVEOLE ;
- La création de pistes cyclables dans le cadre des requalifications de voiries d'intérêt communautaire, notamment route du Moulin de Losque et avenue de Vidauque à Cavaillon ;
- La finalisation du dispositif 1 000 Vélos (aide à l'acquisition de vélos pour les habitants du territoire) ;
- L'incitation au covoiturage par l'adhésion à la plateforme BLABLACARDAILY ;
- La poursuite de la conversion de la flotte de véhicules : acquisition de véhicules électriques pour le service de transport urbain et pour la flotte de véhicules légers de LMV.

LMV fait partie du comité de suivi 'La Méditerranée à vélo' depuis 2016 et soutient l'association Vélo loisir Provence ainsi que le Parc Naturel Régional du Luberon, par le biais de « Luberon Labo Vélo ».

La mobilité est un sujet majeur compte tenu du contexte écologique et économique (promotion du vélo, encouragement à l'utilisation des transports collectifs, élaboration de cheminements piétons...).

BUDGET ANNEXE ZONES SUD

Le budget primitif annexe 2025 « ZAE Zones Sud » regroupe l'ensemble des opérations en faveur des zones sud de Cavillon et notamment du quartier 'Les Hauts Banquets'. Il s'élève à :

- o Fonctionnement : 5 472 059,28 €
- o Investissement : 7 080 074,60 €

| FONCTIONNEMENT | | | | | |
|----------------|--|-----------------------|--------------|--|-----------------------|
| DEPENSES | | | RECETTES | | |
| Chapitre | | Mt proposé BP | Chapitre | Mt proposé BP | |
| 011 | Charges à caractère général | 86 500,00 € | 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 4 685 792,69 € |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 5 260 059,28 € | 043 | Opérations ordre intérieur de la section | 75 500,00 € |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section | 75 500,00 € | 70 | Produits des services et ventes diverses | 524 706,00 € |
| 65 | Autres charges de gestion courante | - € | 74 | Dotations et participations | 186 060,58 € |
| 66 | Charges financières | 50 000,00 € | 75 | Autres produits de gestion courante | - € |
| | | | 77 | Produits spécifiques | - € |
| | | | 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 0,01 € |
| TOTAL | | 5 472 059,28 € | TOTAL | | 5 472 059,28 € |
| INVESTISSEMENT | | | | | |
| DEPENSES | | | RECETTES | | |
| Chapitre | | Mt proposé BP | Chapitre | Mt proposé BP | |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 4 685 693,69 € | 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 5 260 059,28 € |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 2 394 380,91 € | 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 11 280,00 € |
| | | | 16 | Emprunts et dettes assimilées | 1 807 018,89 € |
| | | | 001 | Solde d'exécution N-1reporté | 1 716,43 € |
| TOTAL | | 7 080 074,60 € | TOTAL | | 7 080 074,60 € |

Les dépenses du budget annexe retracent les études en cours pour l'aménagement de la zone du Camp (71 K€), le remboursement d'une partie des terrains acquis par l'EPF (800 K€), le remboursement de la dette contractée auprès du crédit agricole pour le financement de la zone des Hauts Banquets (1,6 M€) et les écritures de stocks.

Les recettes retracent le versement, par le concessionnaire des Hauts Banquets, de la somme de 524 K€ en contrepartie de la rétrocession des terrains achetés par LMV ainsi que la subvention d'équilibre du budget principal pour 186 K€, les avances remboursables pour 1,8 M€ et les écritures de stocks.

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT 2025

Instrument de pilotage et instrument financier, la procédure AP/CP favorise une gestion pluriannuelle des investissements en rendant plus aisé le suivi de la réalisation des programmes : elle accroît la lisibilité budgétaire, permet de diminuer les reports de crédits- RAR, aide à mieux planifier les procédures administratives.

Par son caractère programmatique, l'autorisation de programme donne une vision plus globale de la politique d'investissement, facilitant la cohérence des choix et les arbitrages politiques. Sa mise en place nécessite rigueur et volonté de transparence.

4 AP/CP sur le budget général et 2 sur le budget annexe Assainissement sont actualisées en 2025.

| AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT | | | | | | | |
|--|------------|------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | TOTAL |
| Renouvellement véhicules du service des déchets | | | 203 561,42 | 1 003 522,40 | 650 000,00 | 870 736,77 | 2 727 820,59 |
| Requalification chemin de Losque | | | 0,00 | 66 732,00 | 2 737 798,00 | 86 470,00 | 2 891 000,00 |
| Création du pôle environnement déchets | | | 15 210,00 | 203 598,03 | 1 602 000,00 | 1 082 401,97 | 2 903 210,00 |
| Réhabilitation du hangar de la collecte | | | 0,00 | 8 743,50 | 15 979,50 | 2 219 277,00 | 2 244 000,00 |
| STEP Cavaillon – Les Taillades | | 123 098,25 | 1 535 937,37 | 1 494 394,03 | 2 400 536,00 | 850 000 | 6 403 965,65 |
| STEP Cabrières - Gordes | 9 774,76 | 32 334,48 | 2 531 973,15 | 1 902 871,00 | 292 379,37 | | 4 769 332,76 |
| Création d'une piste cyclable RD 973 | A CLOTURER | | | | | | |

AUTRES INFORMATIONS CONCERNANT LES BUDGETS 2025

Impositions directes locales : Vote des taux 2025

Le vote des taux d'imposition de fiscalité directe locale des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale doit intervenir avant le 15 avril de chaque année.

Par ailleurs, le vote des taux par une collectivité doit obligatoirement faire l'objet d'une délibération spécifique distincte du vote du budget et ce, même si les taux restent inchangés.

Depuis 2021, les communes et les EPCI à fiscalité propre ne perçoivent plus le produit de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales, dont la suppression est effective sur 2023 pour tous les contribuables. Cette perte de ressources est compensée pour les EPCI par l'attribution d'une fraction de la TVA nationale.

En 2020, la suppression de la TH avait entraîné une modification des modalités de vote. En effet, les communes et les EPCI **ne votaient plus de taux de TH depuis 2021**. Or, depuis 2023, les communes et les EPCI récupèrent, sous certaines conditions, un pouvoir de taux en matière de taxe d'habitation sur les résidences secondaires, les locaux vacants et les locaux meublés non affectés à la résidence principale.

Rappelons que 2023 est également marquée par la division par deux de la CVAE acquittée par les entreprises.

Depuis 2021, un taux de TEOM unique est désormais en vigueur sur le territoire tout comme un mode de calcul unifié pour la redevance spéciale.

Conformément au rapport d'orientation budgétaire 2025, et compte tenu d'une revalorisation forfaitaire des bases 2025 à hauteur de 1,7%, il est proposé de ne pas activer le levier fiscal et de maintenir les taux suivants :

| Impôts | Taux 2025 |
|--|------------------|
| Taxe foncière bâti | 0,80 % |
| Taxe foncière non bâti | 2,13 % |
| Cotisation foncière des entreprises | 33,42 % |
| Taxe d'habitation sur les RS | 8.40 % |
| Taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères | 10 % |

🚧 Approbation pour 2025 du produit de la taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations

La compétence GEMAPI a été transférée à la Communauté d'Agglomération au 1^{er} janvier 2018.

La taxe GEMAPI est une taxe additionnelle aux taxes foncières et de cotisation foncière des entreprises dont les taux additionnels sont calculés à partir du produit voté par la collectivité locale. Au regard du programme d'investissements ambitieux, lié à la compétence GEMAPI, l'instauration de la taxe GEMAPI est effective depuis 2021.

En 2025, il est proposé de déterminer un produit de 1M€.

Pour mémoire :

Pour le financement du fonctionnement de cette compétence (contributions aux syndicats, entretien des cours d'eau), LMV a procédé à une retenue sur les attributions de compensation (AC) des communes membres. De 2018 à 2020, les charges de fonctionnement liées à cette compétence se sont élevées en moyenne à 189 050 €.

Pour le financement de l'investissement lié à la compétence GEMAPI (travaux d'envergure sur les cours d'eau), des attributions de compensation d'investissement (ACI) ont été facturées aux communes membres. De 2018 à 2020, les charges d'investissement liées à cette compétence se sont élevées en moyenne à 275 594 €.

Depuis 2021, cette moyenne se situe bien au-delà de la moyenne enregistrée lors de la période 2018/2020, compte tenu de la programmation des investissements fournie par le SMAVD et le SIRCC dans le cadre des conventions de délégation de compétence signées avec LMV en 2019.

Pour cette raison, la taxe GEMAPI a été instaurée dès 2021. Dans ce cadre, le produit de cette taxe est arrêté chaque année avant le 15 avril par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, dans la limite d'un plafond fixé à 40 € par habitant soit environ 2.2 M€ pour le territoire de LMV Agglomération.

🚧 Budget principal LMV : Attribution des subventions et contributions de fonctionnement 2025

Les syndicats de rivières

Dans le cadre de la compétence GEMAPI, LMV, au travers de conventions de délégation de compétence avec le SIRCC et le SMAVD, finance :

- le programme de restauration et d'entretien de la végétation des cours d'eau : débroussaillage, élagage, abattage d'arbres morts, scarification des bancs de matériaux dans le lit et replantations d'arbres ;
- la gestion des ouvrages hydrauliques ;
- d'importants travaux de protection contre les crues du Coulon et de la Durance.

Soit près de 1,4 M€ affecté (contributions + investissements) au titre de la compétence GEMAPI.

| GEMAPI Transfert | | | | | | |
|------------------|------------|------------|------------|------------|------------|---------|
| Descriptif | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| SIRCC | 133 813,45 | 152 334,85 | 244 908,64 | 180 626,89 | 240 856,17 | 195 000 |
| SMAVD | 44 089,93 | 44 141,34 | 43 974,71 | 43 194,25 | 43 953,45 | 46 152 |
| SMBS | 4 000,00 | 4 000,00 | 4 120,00 | 4 120,00 | 4 120,00 | 4 120 |

| GEMAPI Délégation (entretien et réparations courantes des digues) | | | | | | |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|---------|
| Descriptif | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| SIRCC | 112 812,00 | 114 096,00 | 114 096,00 | 114 096,00 | 114 096,00 | 115 000 |
| SMAVD | 70 788,05 | 162 753,89 | 56 165,06 | 111 659,28 | 215 469,54 | 167 000 |

| GEMAPI Travaux | | | | | | |
|----------------|------------|-----------|------------|------------|--------------|---------|
| Descriptif | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| SIRCC | 160 872,20 | 0,00 | 106 980,99 | 258 668,00 | 144 387,38 | 350 000 |
| SMAVD | 298 406,07 | 53 535,09 | 321 393,87 | 172 208,46 | 1 055 824,89 | 601 425 |
| LMV | | | 30 808,00 | 49 421,00 | 20 199,96 | 20 000 |

Les autres syndicats

| Descriptif | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Evolution en % |
|----------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------|----------------|
| SIECEUTOM | 2 511 209,07 | 2 742 311,44 | 2 804 220,59 | 2 885 726,85 | 2 718 590,85 | 3 235 000 | 19% |
| SIRTOM | 1 162 000,00 | 1 211 907,17 | 1 280 982,99 | 1 332 638,01 | 1 404 918,57 | 1 450 000 | 3,21% |
| Total OM | 3 673 209,07 | 3 954 218,61 | 4 085 203,58 | 4 218 364,86 | 4 123 509,42 | 4 685 000 | 13,62% |
| SIRCC | 41 658,02 | 11 878,70 | 93 378,84 | 84 163,00 | 118 073,24 | 80 000 | -32,25% |
| SMAVD | 44 089,93 | 44 141,34 | 43 974,71 | 43 194,25 | 43 953,45 | 46 152 | 5,00% |
| SMBS | 4 000,00 | 4 000,00 | 4 120,00 | 4 120,00 | 4 120,00 | 4 150 | 0,73% |
| Total syndicats de rivière | 89 747,95 | 60 020,04 | 141 473,55 | 131 477,25 | 166 146,69 | 130 302 | -21,57% |
| SDIS | 1 984 761,00 | 2 008 140,00 | 1 963 657,00 | 2 035 000,00 | 2 099 150,00 | 2 143 724 | 2,12% |
| SCOT | 71 619,60 | 71 619,60 | 71 619,60 | 71 700,00 | 72 433,00 | 72 489 | 31,16% |
| TOTAL GENERAL | 5 819 337,62 | 6 093 998,25 | 6 261 953,73 | 6 456 542,11 | 6 461 239,11 | 7 019 026 | 8,63% |

Les partenaires économiques

| Association | Objet | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 * |
|--|--|--------|--------|--------|---------------|
| Mission Locale du Luberon | Accompagnement des jeunes 16-25 ans | 78 156 | 78 156 | 78 156 | 78 156 |
| Initiative Terres de Vaucluse | Plateforme de financement des entreprises | 42 000 | 42 000 | 47 000 | 47 000 |
| Vaucluse Provence Attractivité (Cotisation) | Agence de développement Economique et touristique | 53 051 | 52 038 | 52 038 | 52 405 |
| Luberon Sorgues Entreprendre | Association chefs d'entreprises | 9 000 | 9 000 | 9 000 | 9 000 |
| AURAV (Cotisation) | Agence d'urbanisme (études et chef de projet Territoires d'industrie) | - | 5 000 | 5 000 | 10 000 |
| Innov'Alliance (Cotisation) | Pôle de compétitivité – agriculture durable | 7 400 | 7 400 | 7 800 | 7 800 |

*montant maximum pouvant être octroyé en fonction du besoin de financement de l'organisme et de la réalisation de leur programme d'activité.

Les partenaires culturels

| Association | Objet | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 * |
|---------------------|---|---------|---------|---------|---------|
| SMAC la Gare | Scène de Musiques Actuelles | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 |
| La Garance | Scène Nationale (volet musiques actuelles) | 34 000 | 34 000 | 34 000 | 34 000 |
| La Garance | Projet culturel avec la petite enfance + médiathèques | - | 10 000 | 10 000 | 10 000 |

*montant maximum pouvant être octroyé en fonction du besoin de financement de l'organisme et de la réalisation de leur programme d'activité.

Autres associations et personnes morales de droit public

| Organisme | Objet | 2022 | 2023 | 2024 | 2025* |
|--|---|---------|--------|--------|--------|
| La Marelle | Crèche associative | 105 000 | 31 000 | 31 000 | 31 000 |
| Région Sud PACA | Projet Eurovelo8 (budget annexe Transports) | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 |
| Coopératives scolaires | Actions environnement | 5 150 | 5 400 | 6 325 | 5 400 |
| Parc Naturel Régional du Luberon | Labo Vélo (budget annexe Transports) | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 |
| Club Motocycliste de la Police Nationale | Dispositif vacances apprenantes / BSR | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 |
| CDAD | Permanences juridiques au sein du Point justice | 6 000 | 6 050 | 6 500 | 6 500 |
| CIDFF | Permanences juridiques au sein du Point justice | | | | 1 400 |
| AMAV | Permanences juridiques au sein du Point justice | | | | 3 200 |

*montant maximum pouvant être octroyé en fonction du besoin de financement de l'organisme et de la réalisation de leur programme d'activité.

Budget principal LMV : Attribution des fonds de concours 2025 aux communes membres

Un EPCI à fiscalité propre peut contribuer au financement de certaines dépenses exposées par ses communes (L. 5216-5-VI du CGCT) et réciproquement. Une telle possibilité, très encadrée, déroge au principe de spécialité.

Les fonds de concours peuvent contribuer au financement de toutes les dépenses de réalisation ou de fonctionnement de n'importe quel équipement.

Son montant ne doit pas excéder la part du financement assurée, hors subvention, par la commune et son attribution doit faire l'objet de délibérations concordantes du conseil communautaire et du conseil municipal.

La notion de « *dépense de fonctionnement* » a été précisée par la jurisprudence et ne doit concerner que des dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des équipements communaux, à l'exclusion des dépenses relatives à l'exercice d'une quelconque activité au sein de cet équipement.

Autrement dit, un fonds de concours peut contribuer au maintien d'un équipement dans un état normal d'utilisation (consommation de fluides, charges de personnels ou contrats de maintenances, entretien et gardiennage du bâtiment, etc.). A contrario, il ne peut pas financer les charges de personnel ou les dépenses directement liées à l'organisation d'une activité au sein de l'équipement.

En investissement, le fonds de concours peut financer la construction, la réhabilitation ou l'acquisition d'un équipement ainsi que l'achat d'un terrain affecté à la réalisation d'un équipement. Il finance exclusivement les opérations d'investissement pour lesquelles les communes membres sont désignées comme **maître d'ouvrage**. Il porte sur des dépenses **hors taxes** et ne peut excéder la part du financement assuré, hors subventions, par la commune bénéficiaire du fonds de concours.

LMV Agglomération consacre depuis plusieurs années une enveloppe annuelle de 1,5 M€ à la réalisation d'équipements communaux et une enveloppe bisannuelle de 600 000 € pour la réalisation d'équipements mettant en valeur le patrimoine touristique naturel ou bâti des communes ou permettant le développement de mobilités douces dans le cadre de sa volonté de réduire le bilan carbone de son territoire.

Après plusieurs années de mobilisation de ces fonds de concours, il a été constaté que certaines communes membres ne parvenaient pas à mobiliser la totalité de ces enveloppes budgétaires, soit en raison de faibles besoins d'investissements, soit par absence de ressources financières suffisantes.

Aussi, pour l'année 2025, les élus communautaires ont souhaité réagréger les enveloppes financières consacrées aux fonds de concours « de droit commun » et « tourisme-mobilité » et, dans un contexte de raréfaction de la ressource publique, demandent à la communauté d'agglomération de réétudier la possibilité d'affecter une partie de cette enveloppe financière au fonctionnement de leurs équipements communaux.

Début mars 2025, l'enveloppe de 600 000 € allouée au fonds de concours « tourisme-mobilité » 2024-2025 n'est consommée qu'à hauteur de 306 406 € (montants conventionnés avec les communes et/ou versés). Il est donc proposé d'agréger au fonds de concours 2025 « de droit commun » la somme de 293 595 €. Au global, pour 2025, les communes pourront prétendre à la mobilisation d'un fonds de concours agrégé de 1 793 602 € (montant arrondi). A noter que l'enveloppe du fonds de concours « de droit commun » ne sera plus amenuisée du montant consacré à la cotisation Prévigrèle (12 662 € en 2025).

La nouvelle enveloppe budgétaire consacrée au fonds de concours « de droit commun » sera répartie entre les communes membres au prorata de leur population. Elles auront le choix entre solliciter l'intégralité du fonds de concours pour leur projet d'investissement ou de solliciter une partie de ce fonds de concours en fonctionnement, pour le financement des dépenses d'entretien et de maintenance de leurs équipements communaux et dans la limite de 30% de leur enveloppe.

Le tableau ci-après décrit les montants alloués par commune et l'enveloppe mobilisable en fonctionnement.

| Communes | Pop. Tot. 2025 | FDC classique 2025 (a) | FDC TOURISME - MOBILITE 2024/2025 | FDC 2024/2025 TOURISME - MOBILITE CONVENTIONNE au 06/02/2025 | FDC 2024/2025 TOURISME - MOBILITE NON MOBILISE AU 06/02/2025 (b) | Total FDC à répartir en 2025 (a + b) | Total FDC arrondi à répartir en 2025 | Montant alloué en Fonctionnement (au maximum 30%) | Montant alloué en Investissement |
|--------------|----------------|------------------------|-----------------------------------|--|--|--------------------------------------|--------------------------------------|---|----------------------------------|
| Les Beaufort | 312 | 8 342,84 | 11 101,00 | | 11 101,00 | 19 443,84 | 19 444,00 | 0 | 19 444 |
| Cabrières | 1 783 | 47 677,20 | 27 906,00 | 15 224,27 | 12 681,73 | 60 358,93 | 60 359,00 | 0 | 60 359 |
| Cavaillon | 26 236 | 701 547,35 | 155 512,00 | 155 512,00 | 0 | 701 547,35 | 701 548,00 | 0 | 701 548 |
| Cheval-Blanc | 4 423 | 118 270,46 | 38 563,00 | 20 000,00 | 18 563,00 | 136 833,46 | 136 834,00 | 41 050 | 95 784 |
| Gordes | 1 696 | 45 350,83 | 47 718,00 | 47 718,00 | 0 | 45 350,83 | 45 351,00 | 0 | 45 351 |
| Lagnes | 1 740 | 46 527,38 | 27 112,00 | | 27 112,00 | 73 639,38 | 73 640,00 | 22 092 | 51 548 |
| Lauris | 4 000 | 106 959,50 | 36 737,00 | | 36 737,00 | 143 696,50 | 143 697,00 | 43 109 | 100 588 |
| Lourmarin | 1 057 | 28 264,05 | 44 689,00 | 27 418,89 | 17 270,11 | 45 534,16 | 45 535,00 | 13 661 | 31 875 |
| Maubec | 1 949 | 52 116,02 | 28 439,00 | | 28 439,00 | 80 555,02 | 80 556,00 | 24 167 | 56 389 |
| Mérindol | 2 311 | 61 795,85 | 29 045,00 | | 29 045,00 | 90 840,85 | 90 841,00 | 27 252 | 63 589 |
| Oppède | 1 315 | 35 162,93 | 45 802,00 | | 45 802,00 | 80 964,93 | 80 965,00 | 0 | 80 965 |
| Puget | 904 | 24 172,85 | 13 370,00 | | 13 370,00 | 37 542,85 | 37 543,00 | 0 | 37 543 |
| Puyvert | 859 | 22 969,55 | 13 545,00 | | 13 545,00 | 36 514,55 | 36 515,00 | 0 | 36 515 |
| Robion | 4 896 | 130 918,43 | 39 638,00 | | 39 638,00 | 170 556,43 | 170 557,00 | 0 | 170 557 |
| Taillades | 2 043 | 54 629,56 | 28 315,00 | 28 315,00 | 0 | 54 629,56 | 54 630,00 | 0 | 54 630 |
| Vaugines | 572 | 15 295,21 | 12 509,00 | 12 217,83 | 291,17 | 15 586,38 | 15 587,00 | 4 676 | 10 911 |
| TOTAL | 56 096 | 1 500 000,00 | 600 001,00 | 306 405,99 | 293 595,01 | 1 793 595,01 | 1 793 602,00 | 176 007 | 1 617 595 |

Pour les communes ayant contractualisé le fonds de concours tourisme-mobilité 2024-2025 avant le vote de cette délibération, les conventions sont maintenues et se poursuivront jusqu'à leur terme soit le 31 décembre 2026.

🚧 Budget principal LMV : Approbation de la dotation de solidarité communautaire 2025 versée à la commune de Cavaillon

La loi n°2015-991 du 7 août 2015, article 57, portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République organise le versement d'une dotation de solidarité communautaire (DSC) obligatoire, dans un délai d'un an, pour les EPCI signataires d'un contrat de ville mais n'ayant pas élaboré de pacte financier et fiscal.

La DSC répond à un besoin de péréquation au sein des intercommunalités afin, essentiellement, de lutter contre la fracture territoriale. Ce dispositif repose ainsi, par principe, sur la solidarité.

Elle est obligatoirement affectée aux communes concernées par les dispositifs du contrat de ville et son montant doit être au minimum fixé à 50 % de l'évolution annuelle des produits des impositions économiques.

LMV Agglomération est signataire d'un contrat de ville sur la commune de Cavaillon.

Compte tenu de l'évolution de la fiscalité économique, elle devra verser en 2025 une dotation de solidarité communautaire équivalente à 187 552 €.

| Impôts économiques LMV | 2023 | 2024 | Variation 2023-2024 | DSC 2025 |
|---|----------------------|----------------------|------------------------|-------------------|
| Produit CVAE | 3 833 915,00 | 3 821 800,00 | -12 115,00 | -6 057,50 |
| Produit CFE | 6 522 190,00 | 6 803 706,00 | 281 516,00 | 140 758,00 |
| Produit IFR | 479 417,00 | 505 838,00 | 26 421,00 | 13 210,50 |
| Produit Taxe additionnelle FNB | 108 927,00 | 105 201,00 | -3 726,00 | -1 863,00 |
| CET Alloc. Compens. locaux industriels | 1 363 334,00 | 1 445 399,00 | 82 065,00 | 41 032,50 |
| TFPB Alloc. Compen. locaux industriels | 26 858,00 | 27 801,00 | 943,00 | 471,50 |
| TOTAL | 12 334 641,00 | 12 709 745,00 | 375 104,00 | 187 552,00 |

🚧 Budget principal LMV : avance de trésorerie au Budget annexe « ZAE Zones sud »

Le Budget annexe ZAE zones sud se décompose en trois zones distinctes :

- La zone des Hauts Banquets ;
- La zone du Camp ;
- La zone du Bout des Vignes.

Pendant les phases d'études, d'acquisitions et de travaux, les dépenses relatives aux zones d'activités doivent être équilibrées par des recettes de cession ou, à défaut, par des recettes d'investissement : emprunt bancaire ou avance remboursable du budget principal.

Pour la zone du Camp, qui est en phase d'études et de diagnostics, il convient de prévoir une avance de trésorerie du budget principal d'un montant maximum de 860 720,00 € pour l'exercice 2025 afin de financer le remboursement d'une partie des terrains acquis par l'EPF (paiement en deux fois) et les études en cours.

Pour la zone des Hauts Banquets, qui est en phase de commercialisation, il convient de prévoir une avance de trésorerie principale d'un montant maximum de 946 798,89 € pour couvrir une partie du remboursement de l'emprunt du crédit agricole.

Les avances effectuées seront remboursées par le budget annexe Zones Sud au budget principal au fur et à mesure de la commercialisation des terrains.

✚ Budget principal LMV : Avance remboursable au Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territorial du bassin de vie de Cavaillon, Coustellet, L'Isle sur la Sorgue (SM SCoT CCI)

Les intercommunalités de Luberon Monts de Vacluse (CALMV) et du Pays des Sorgues Monts de Vacluse (CCPSMV) sont membres du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territorial du bassin de vie de Cavaillon, Coustellet, L'Isle sur la Sorgue (SM SCoT CCI).

Le SM SCoT CCI est engagé dans une révision qui nécessite un fort investissement qui tend fortement sa trésorerie et ses équilibres budgétaires, le temps de percevoir les subventions associées. La solution d'une avance remboursable des deux intercommunalités au SM SCoT CCI permet de résoudre ces difficultés.

Il convient de préciser que cette avance remboursable sera octroyée sur une durée courte et qu'elle se fait sans contrainte financière pour la CALMV et la CCPSMV.

L'avance remboursable est consentie par la CALMV et la CCPSMV :

- pour couvrir un intérêt public (la révision du SCoT),
- à titre gracieux (pas d'intérêt calculé),
- sans condition de réalisation,
- sans que ces deux collectivités aient recours à l'emprunt pour le financer,
- sans impact sur les trésoreries de ces deux collectivités.

Le SM SCoT CCI s'engage à procéder au remboursement au fur et à mesure du calendrier d'amortissement joint à la convention, et aura la possibilité de procéder à tout remboursement anticipé.

Il est indiqué que les services de la Préfecture de Vacluse ont été sollicités sur cette question. Par courriel du 13 février 2025, ils ont répondu qu'au vu des conditions mentionnées ci-dessus et sous réserve que les crédits soient prévus au budget, ces opérations sont admises si elles sont ponctuelles, exceptionnelles et ne présentent pas de caractère onéreux.

Il est donc proposé au conseil communautaire de consentir une avance remboursable de 80 000 € répartie à 49 403 € pour la CALMV et 30 597 € pour la CCPSMV. Ces fonds sont mobilisables jusqu'au 31 mai 2026 en fonction de l'avancée des études de révision du SCoT.

Les avances seront imputées au compte de dépense d'investissement 2741 pour la CALMV et la CCPSMV et au compte de recette d'investissement 168758 pour le SM SCoT CCI.

Budget principal LMV : vote de subventions de fonctionnement au profit des budgets annexes

Budget assainissement non collectif

Les recettes perçues et la tarification des prestations réalisées par le service d'assainissement non collectif ne permettent plus d'assurer son équilibre.

Par ailleurs, ce service ne bénéficie plus de l'aide financière de l'Agence de l'eau sur la partie instruction des subventions aux particuliers.

En conséquence, et pour éviter une hausse excessive des tarifs, il apparaît nécessaire de verser une subvention de fonctionnement d'un montant maximum de 28 519.87 €, au budget annexe d'assainissement non collectif, pour en assurer l'équilibre financier.

Budget campings

Pour assurer le renouvellement de leurs équipements et la bonne poursuite de leurs activités, d'importants investissements sont prévus sur les campings intercommunaux et notamment le camping « La Durance ».

Leur financement et l'équilibre 2025 du budget annexe « Campings » ne pouvant être assurés sans une hausse excessive de la tarification de ces deux sites, une subvention de fonctionnement du budget principal est proposée pour un montant maximum de 283 724.42 €.

Budget Zones Sud

La section de fonctionnement des budgets de zones d'activité retrace les coûts d'aménagement, notamment la réalisation des équipements publics, et les prix de commercialisation des parcelles en stock au début de l'année.

Concernant la zone des Hauts Banquets, les coûts d'aménagement retracent les études menées par LMV, les acquisitions de terrains auprès de la SNC La PAZ et divers coûts d'entretien et de sécurisation du site réalisés en amont de la vente des terrains à l'aménageur. Pour cette raison, les coûts de revient des terrains de la zone sont supérieurs à leur prix de vente. La différence est donc prise en charge par LMV.

Dans le même temps, LMV entame des études et des travaux en vue du futur aménagement de la zone du Camp. Pour le moment, ces coûts sont entièrement supportés par la collectivité.

En conséquence, pour équilibrer le budget annexe « zones sud », il convient de prévoir une subvention de fonctionnement du budget principal pour un montant maximum de 186 060,58 €.